

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Baromètre de l'action gouvernementale

Quelques résultats du dernier baromètre de l'action gouvernementale viennent de nous être communiqués, qui permettent de préciser le terrain d'opinion (étude menée le week-end dernier) :

⇒ Aux yeux des Français la situation s'améliore, mais ils n'en créditent pas le gouvernement.

La confiance dans l'avenir enregistre un bond de +14 points depuis janvier. A 25%, elle atteint le plus haut niveau enregistré depuis le début du quinquennat. Gauche et droite augmentent de 17 points, seul le FN reste plus décliniste (+5 points à 12%).

Mais -7 points (en un mois) approuvent l'action du gouvernement : 22%, soit un retour au niveau de décembre. Et seuls **4% des Français** (en baisse d'un point) **pensent que la politique du gouvernement commence à produire des résultats.**

Les sympathisants PS ne réagissent guère mieux : la désapprobation de l'action augmente de 12 points, et 10% seulement (en baisse de 2 points) pensent que l'amélioration provient de la politique menée.

⇒ De fait, le gouvernement donne le sentiment de **ne pas savoir où il va** : seuls 16% pensent qu'il « *a un véritable plan d'action pour redresser le pays d'ici la fin du quinquennat* ». Les sympathisants de gauche sont tout aussi déroutés : 27% seulement pensent comprendre ce que veut faire le gouvernement. L'opinion croit d'ailleurs de moins en moins qu'il réussira à conduire les réformes (-5) et de plus en plus qu'il ne fait que des « *déclarations sans vraiment avoir la volonté de les conduire* » (+7).

⇒ En conséquence, les sentiments provoqués par le gouvernement redeviennent d'un registre négatif. **« La déception » et « le mécontentement » augmentent de 12 et 13 points et atteignent leurs plus hauts niveaux depuis que M. Valls est PM, « l'attente » chute de 17 points depuis janvier.**

Même pour les sympathisants PS, ce sont les sentiments mitigés qui dominent : d'abord « *l'attente* », puis « *l'inquiétude* » et la « *déception* ». « *L'espoir* » ne vient qu'après.

⇒ Dans les préoccupations :

- **Les 5 premières préoccupations personnelles sont toutes économiques** : chômage, retraites, impôts, emploi des jeunes, pouvoir d'achat.

A noter en particulier :

Les *retraites* sont devenues le second sujet de préoccupation personnelle, en forte hausse depuis le début de l'année : certainement un effet CSG (les courriers sont très nombreux sur ce sujet).

Le *niveau des impôts* se calme un peu, mais reste élevé. Nb : la mesure a été faite le week-end dernier, avant les polémiques de ces derniers jours sur la fiscalité locale.

- **Mais les chantiers post-attentats suscitent aussi toujours un intérêt particulier.**

- **La lutte antiterroriste est la deuxième « urgence »** citée après le chômage (« *domaine à traiter en priorité* »), alors même que les préoccupations sur la sécurité arrivent assez loin dans le classement. Elle n'a baissé que de 4 points depuis janvier, où elle était très vive : signe que nous n'avons pas encore, pour les Français, tiré toutes les mesures post-attentats ?

Ce sentiment d'urgence peut fournir un point d'appui pour la loi d'encadrement du renseignement.

- Le jugement quant à l'action du gouvernement pour « ***faire respecter la laïcité*** » chute aussi (-6 points) et devient négatif pour la 1^{ère} fois : trace d'une attente post-attentats forte sur laquelle nous n'avons pas donné le sentiment de tenir l'action dans le temps ?
 - **L'éducation** suscite enfin quelques déceptions. Les jugements sur l'action du gouvernement pour « *améliorer le système éducatif* », qui avaient culminées en janvier (les plans présentés avaient été entendus et correspondaient à une attente), ont rebaisé depuis (28% de jugement positif, plus bas point).
- Nb : nous avons de la marge pour en faire plus sur **l'écologie** : même si, en termes de priorité, les préoccupations environnementales sont en bas du classement, 66% des Français et 75% à gauche pensent que l'on n'en fait « *pas assez* » sur ce sujet - à condition de ne pas donner le sentiment que cela se ferait au détriment de préoccupations vues comme prioritaires.

⇒ Sur M. Valls lui-même (les traits du Président ne sont pas testés dans ce baromètre) : **il n'a pas de problème d'image personnelle, mais de plus en plus un problème de capacité à délivrer.**

Tous ses traits d'images restent stables et bons : il est « *courageux* », « *déterminé* », il « *explique bien* », il est « *sympathique* ». Il est même, de plus en plus, « *un homme de gauche* » (63%, +4 au PS) : il continue à agréger des sympathisants.

Mais des fragilités apparaissent : il est de moins en moins « *efficace* », « *crédible* », « *compétent* », « *à la hauteur de la situation* » et « *un homme d'Etat* ». Il lui manque une capacité à entraîner, une puissance pour faire bouger les choses.

Son principal handicap : il est vu comme « *isolé au sein de la gauche* » ce qui l'empêche de mener à bien ses réformes.

Mais les Français (et les sympathisants de gauche) continuent à lui trouver des excuses : la seconde raison qui semble « *gêner M. Valls pour réformer le pays* », après son isolement à gauche (sans que l'on puisse déterminer si la responsabilité de cet isolement est imputée à son caractère ou à la classe politique qui refuse d'avancer) est « *l'immobilisme des Français* ». Soit une réponse en forme de regret, qui peut laisser entendre un souhait qu'il soit davantage soutenu.

A noter que **le Président n'est pas en cause** : « *le manque de soutien de François Hollande* » n'est mentionné qu'en avant-dernière raison de ce manque d'efficacité.

- *« Les perspectives s'améliorent mais il n'y a plus d'essence dans le moteur du gouvernement, ni d'ailleurs de plan de route » : ce pourrait être un résumé des représentations du moment.*

Sur le plan économique, les Français ne semblent pas avoir vu de nouveau marqueur fort depuis la loi Macron (marqueur qui peut être simplement un symbole comme le fut le « j'aime l'entreprise »). Nous avons peut-être donné le sentiment de multiplier les pistes et les annonces sans réel suivi, au risque de perdre le fil du récit.

- *Les fortes expectations (et la très forte attention dont nous avons fait l'objet) au début d'année sont retombées. Le gouvernement n'est plus vu comme un moteur, ni sur l'économie ni sur les chantiers post-attentats qui avaient soulevés de réelles espérances. Les sentiments que nous inspirons sont redevenus la déception et l'inquiétude, un peu l'attente : aucun ne permet réellement d'entraîner ou de mobiliser autour de nous.*

- *Pour reprendre la main, il faudra sans doute briser l'idée que nous multiplions des petites annonces qui semblent, aux yeux de l'opinion, souvent disparaître aussi vite qu'elles sont apparues. Si elles peuvent faire entendre des signaux positifs ici ou là, faute de suivi elles sont rapidement mises en doute, et surtout renforcent le sentiment d'improviser sans plan précis. Or pour l'opinion, si nous improvisons, ça ne peut pas être grâce à nous si cela va mieux.*

Davantage ou en parallèle à de nouvelles mesures, il paraît dès lors important de rassurer sur le fait que les engrenages s'engrènent bien : montrer que nous avons un programme de travail, que nous faisons ce que nous avons dit et que la mise en œuvre suit (et donc que nous y serons pour quelque chose dans les résultats).

- *Parallèlement, des gestes de communication à imaginer pourraient multiplier des exemples de lien très direct entre un cas précis qui s'améliore et les mesures prises par le passé – à la fois pour être crédité de l'amélioration et crédibiliser les actions à venir. La mise en valeur d'exemples de terrain semble rencontrer un écho plus important que des chiffres ou des discours (cf. impact des Rafale). Nous pourrions les égrener plus encore au fil des déplacements : telle PME visitée, qui a embauché 3 personnes grâce au CICE, peut avoir valeur de symbole même si elle est anecdotique en soi, etc.*

Adrien ABECASSIS